

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 MAI 1913.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1913 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERSTEYLEN.

MESSIEURS,

LES MESURES.

L'exécution de la loi du 18 mai 1912 sur la protection de l'enfance, le crédit nécessaire pour assurer l'entretien et l'éducation des enfants confiés par le ministre de la justice ou l'autorité judiciaire à des personnes ou à des sociétés ou institutions de charité ou d'enseignement publiques ou privées, les sommes nécessaires pour l'application des lois sur les traitements dans l'ordre judiciaire, les majorations des crédits demandés pour l'augmentation constante des cadres et du personnel, dans les diverses institutions dépendantes du département de la justice; les nouvelles constructions, les agrandissements à celles existantes, expliquent et justifient l'accroissement constant du budget et spécialement du budget pour 1913.

Ces augmentations constantes n'ont rien d'anormal si on les compare au développement constant et parallèle des ressources de l'État, et d'autre part il suffit de comparer l'accroissement des dépenses de justice avec la progression des autres budgets pour être convaincu qu'elles ne sont en réalité qu'une conséquence de la toujours croissante extension de l'activité sociale.

Il est intéressant de suivre la progression des crédits demandés pendant une période assez étendue et de la mettre en regard avec la population du pays.

En 1850, la dépense totale prévue pour l'administration de la justice se montait à 11,521,000 francs.

En 1890, cette dépense était de 17,213,000 francs, pour s'élever en 1900 à 25,015,585 francs et en 1910 à 30,265,900 francs.

(1) Budget, n° 4^{IV}.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Standaert, Versteyleu, Ooms, Van Marcke, Rossouw, de Wouters d'Oplinter.

En 1912, le chiffre était de 30,436,400 francs, accusant ainsi une progression de 5 millions pour une période de 12 ans.

*
* *

Voici le détail des augmentations demandées pour 1913.

1912	30,636,400 francs
1913	31,862.733 —

Augmentation : 1,226,333

Ordinaires : augmentation 1,155,000.

CHAPITRE. I

Fonctionnaires-employés.

ART. 2. Exécution de la loi 15 mai 1912.

Protection de l'enfance . . fr. 30,000

ART. 8. Cour d'appel 3,000

— 10. 1^{re} instance 50,000

Places de référen-
daires: adjoints,
greffier-adjoint.
Traitement juges
des enfants.
Art. 32, loi 15 mai
1912.

— 12. Juges de paix d'après la nou-
velle classification 191,000

— 22. *Moniteur*, personnel. 25,000

— 23. Recueil des lois, *Moniteur*, anna-
les, comptes rendus, travaux
accessoirs 10,000

— 28. Clergé inférieur 50,000

— 30. Culte protestant et anglican . . 10,000

— 32. Culte israelite. 2,800

Bienfaisance :

— 38. Personnel 46,000

— 41. (nouveau). Entretien enfants, loi
1912. 600,000

— 43. Prisons, entretien, habillement,
nourriture 60,000

— 47. Personnel 29,000

— 48. Indemnité de logement. 1,000

— 49. Impression et bureau 5,000

— 50. Patronage 245,000

— 51. Mobilier et loyer 100,000

— 55. Pensions ecclésiastiques 2,000

Fr. 4,477,800

Exceptionnelles :

— 60. Construction prisons, Audenarde, Charleroi	100,000
— 61. Agrandissement écoles de bien- faisance	170,000
	Fr. 270,000
— 62. Eglise N. D., Laeken.	400,000
— 63. St-Martin, Arlon	200,000
— 64. Saint-Pierre et Paul.	20,000
— 65. Eglise de Boitsfort	100,000
	Fr. 720,000
— 66. Refuge pour femmes à Bruges . .	100,000
— 67. Asile d'aliénés de l'Etat, Tournai, Mons.	200,000
— 68. Institution royale, Messines . .	10,000
— 69. Séminaire de Gand	63,333
— 70. Ecoles des filles, Namur (constr.).	150,000
— 71. Anvers, Palais de justice . . .	280,000
	Fr. 1,763,333

Diminution à l'ordinaire :

— 6. Cour de cassation, personnel . .	2,000
— 27. Clergé supérieur. Culte catholique	800
— 39. Ecoles de bienfaisance de l'Etat, élèves mis à la disposition de l'Etat.	250,000
Diminution reprise à l'article 41 (nouveau).	

Les observations formulées par les sections ont été fort brèves.

1^{re} section : Un membre insiste pour qu'on établisse enfin l'instruction contradictoire. Un autre membre demande qu'on institue une procédure spéciale pour la revision du Code Civil. Un membre demande l'amélioration dans la distribution de la magistrature cantonale à Anvers. Un membre propose de prendre des mesures pour relever le traitement des magistrats. Un membre demande qu'on forme des chambres flamandes à la Cour d'appel; il signale les inconvénients qui résultent du fait de devoir juger en appel sur des pièces traduites lorsque l'affaire a été plaidée et jugée en flamand en première instance. (12 voix contre 3 et 1 abstention.)

2^e section : Un membre demande que des mesures soient prises pour reprimer l'espionnage de la part d'étrangers. (15 voix contre 4 abstentions.)

3^e section : Un membre demande que des mesures soient prises contre l'immixtion des agents d'affaires dans les fonctions notariales. Un membre

insiste pour que des mesures soient prises contre ceux qui usurpent les fonctions et le titre d'avocat. Un membre propose de prendre des mesures pour relever le traitement du petit personnel des tribunaux et des surveillants et employés des écoles de bienfaisance. (15 voix contre 7 et 1 abstention.)

4^e section : Un membre demande où en est le projet de réorganisation de la bienfaisance publique ; il signale que les finances des communes sont fréquemment obérées par le fait que les pensionnaires des établissements sont généralement qualifiés « infirmes » plutôt qu'invalides ; il estime qu'on devrait donner aux communes certains pouvoirs de contrôle. Un membre demande que le Gouvernement active l'étude et la discussion du projet de loi modifiant le régime des aliénés. (12 contre 6 non et 4 abstentions.)

5^e section : Un membre voudrait voir inscrits dans le budget les crédits nécessaires pour l'augmentation promise des traitements de la magistrature. (14 voix contre 6 et 6 abstentions.)

6^e section : Un membre demande qu'on assimile au point de vue du traitement les tribunaux de 5^e à ceux de 2^e classe. Un membre répond que les statistiques ne peuvent justifier cette proposition. Un membre signale qu'il y aurait moyen de réaliser l'amélioration du sort des magistrats en réduisant le nombre des juges et conseillers constituant le siège. Un membre signale qu'il y aurait avantage à laisser aux indigents le libre choix du médecin, et d'empêcher l'exploitation des médecins de la bienfaisance par les non-indigents. Un membre répond que la bienfaisance est d'ordre communal. (16 voix contre 5.)

Un membre croit pouvoir affirmer que les tribunaux n'appliquent pas avec suffisamment de sévérité les lois sociales.

Le budget a été adopté :

Dans la 1^{re} section par 12 voix contre 3 et 1 abstention.

— 2^e — 15 voix et 1 abstention.

— 3^e — 15 voix contre 7 et 1 abstention.

— 4^e — 12 voix contre 6 et 4 abstentions.

— 5^e — 14 voix contre 6 et 6 abstentions.

— 6^e — 16 voix contre 5.

Total : 84 contre 27 et 13 abstentions.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

Une commission spéciale ayant été instituée pour examiner les projets de loi améliorant la situation des magistrats, et modifiant la composition des chambres de la Cour d'appel, la section centrale ne peut que se rallier à toutes les mesures propres à activer le jugement des affaires, et à émettre le vœu de voir discuter ces projets en même temps que le budget de la justice.

Police. — La réaction qui se manifeste dans l'opinion publique contre un humanitarisme inopportun a fait accueillir avec grande faveur les diverses mesures dues à l'initiative de la Chambre et du ministre de la justice, et qui sont de nature à mieux armer et défendre la société contre la violence et le eynisme de certaines catégories de délinquants.

La loi abrogeant la réduction des peines cellulaires, celle pour la protection de l'enfance, la circulaire reconnaissant et réglant le droit de légitime défense des agents de la force publique ont été généralement approuvées.

On doit reconnaître, en effet, que la société n'est plus défendue assez efficacement, ou plutôt que ses procédés de défense ne sont plus en rapport, loin d'être adéquats aux procédés de l'attaque.

On demande une application meilleure de la loi pénale, plus sévère principalement contre l'armée toujours grandissante des récidivistes; on continue à demander, avec une persistance inlassée, une meilleure police judiciaire et rurale.

Le projet de loi instituant des commissaires, des commissaires-adjoints et des agents de police judiciaire; le projet de loi sur la réorganisation de la police rurale, répondent aux vœux exprimés chaque année par la section centrale chargée d'examiner le budget de la justice.

La section centrale ne peut que souhaiter le prompt examen et la discussion de ces projets. Maintes fois déjà elle a porté son attention sur l'insuffisance souvent signalée de la police rurale, sur l'insécurité qui en résulte dans diverses régions du pays, sur les actes de véritable brigandage qui en sont la conséquence.

Le 12 novembre 1912, le Ministre de l'agriculture et des travaux publics a soumis aux délibérations de la Chambre le projet de loi dont les précédentes législatures avaient été saisies. Le même jour, le Ministre de la justice déposa le projet instituant des commissaires, des commissaires-adjoints et agents de police judiciaire. Ce dernier projet date en réalité du 18 novembre 1896. Il fut frappé de caducité par la dissolution de 1900; représenté par M. Maenhaut en 1907, adopté à l'unanimité par la Commission, rapporté par M. de Broqueville le 27 juillet 1908. Il disparut une seconde fois lors de la récente dissolution. Tous les rapports de la section centrale, depuis des années, demandent que la Chambre veuille s'occuper de la question. Tous les ans, de nombreux membres demandent une solution rapide, préconisent une série de mesures propres à augmenter et perfectionner les moyens de recherche, de poursuite et de répression.

Vœux stériles; efforts vains; projets et rapports s'accumulent; la Chambre ne parvient pas à trouver le temps de résoudre les si importantes questions, alors que tant de rapports et les très intéressantes discussions dans tous les milieux compétents semblent rendre la discussion bien facile.

La section centrale ne fait donc que suivre la tradition bien établie en demandant la discussion et le vote des projets concernant cette matière.

* * *

Le projet de loi pour la protection de l'enfance, déposée le 16 novembre 1904, est devenue la loi du 18 mai 1912.

Elle est dans sa période d'exécution, nous dirions volontiers d'expérimentation. L'avenir nous dira si les critiques de détail, si les erreurs de rédaction nécessiteront une révision de certaines de ses dispositions.

Telle qu'elle est, elle répond à une nécessité souvent signalée, et elle rendra de grands services.

La section ne peut que rendre les impressions de ceux qui ont étudié le fonctionnement.

Il paraît évident que les résultats utiles dépendront beaucoup, si pas tout à fait, de la manière dont la justice sera rendue, du tact et du doigté du juge des enfants, peut-être bien des circonstances extérieures et des formes employées dans l'instruction et le jugement.

Ceux qui ont voulu suivre les audiences dans divers tribunaux auront acquis la conviction que la publicité des audiences, peut et doit, dans certaines circonstances, être défavorable à l'amendement des enfants qui auront à comparaître.

Nul ne contestera que la publicité doit être la règle, qu'elle est nécessaire. Mais on est péniblement impressionné en voyant grâce à cette publicité, de précoces vauriens exercer un prestige indiscutable sur leurs plus jeunes camarades. Dans la salle, on suit avec intérêt les réponses de quelques-uns, on admire la crânerie qui va jusqu'au cynisme et la bravade, alors que les timides, les timorés, ceux sur lesquels l'action de la loi devait produire un effet durable inspirent la pitié et deviennent l'objet des sarcasmes et des quolibets de la part du public qui assiste à leur comparution.

Tout autre est l'impression que laisse l'audience d'un tribunal où, pour éviter un réel inconvénient, la publicité est réduite.

La comparution se faisant devant le juge dans un local séparé, ouvert, mais simplement communiquant avec la salle d'audience; parents et enfants recevant en présence du procureur du roi et des témoins les sages admonitions du magistrat, sans être influencés ou intimidés par la présence de la foule des curieux et des désœuvrés, pour qui la salle d'audience ne représente qu'une espèce de spectacle, et incapable de comprendre le côté moralisateur de l'action du magistrat.

Ce sont évidemment des questions de détail, mais la section centrale croit pouvoir inviter l'honorable Ministre à porter tout particulièrement son attention sur les mesures qu'il y aurait lieu de prendre dans cet ordre d'idées.

*
* *

Depuis des années on réclame la réforme du Code d'instruction criminelle. Des procès retentissants ont, ces dernières années, attiré spécialement l'attention sur certaines prescriptions qui semblent demander des modifications profondes. Certains membres se sont fait l'écho de ces critiques et demandent instamment qu'on veuille enfin apporter des modifications au régime de l'instruction préparatoire tel qu'il est réglé par notre Code d'instruction criminelle.

Le principal reproche sur lequel on insiste c'est que les prescriptions ne tendent qu'à sauvegarder les droits et les pouvoirs de l'État jusqu'à en oublier les

droits du citoyen ou de l'inculpé, et cela principalement dans les articles qui règlent l'instruction préparatoire.

MM. Prins et Pergameni, dans leur traité sur la matière, paru en 1871, énoncent le principe et critiquent l'application inscrite dans la loi : Pour que la justice soit bien rendue, disent-ils, il faut que les deux intérêts soient sauvegardés. Définir les droits de l'accusation et ceux de la défense, tel est le problème de l'instruction criminelle.

Les droits de la défense leur paraissent sacrifiés : « Dans l'enceinte du temple, le législateur a adinis tout le magnifique appareil de la procédure accusatoire : liberté, publicité, contradiction ; tandis que les marches qui y conduisent sont enveloppés de ténèbres et que tout y est plongé dans le secret et l'arbitraire de la procédure inquisitoriale, et ce système fait de l'instruction une chasse à l'inculpé : il le fait poursuivre et traquer dans l'ombre par un juge d'enquête, afin de l'acculer dans une impasse et de l'accabler sous le fardeau de preuves qu'il n'a pu ni connaître ni combattre. »

Ce n'est peut-être pas absolument exact en 1871, c'est certainement exagéré lorsque l'on considère la situation actuelle. Des améliorations notables ont été apportées au régime, notamment la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive. Il n'en reste pas moins vrai que certaines critiques sont justifiées.

On se met facilement d'accord sur les principes.

Pour que l'action publique puisse s'exercer utilement, il faut constater l'infraction, découvrir le coupable, établir et faire reconnaître la culpabilité. C'est le rôle de la police judiciaire de rechercher les infractions et les auteurs. C'est principalement au juge d'instruction qu'incombe la charge d'établir la culpabilité du prévenu. Ce n'est que lorsque ces résultats sont acquis qu'intervient l'accusateur public.

Si l'action du procureur du roi, accusateur à l'audience, est publique, on se demande jusqu'à quel point l'instruction peut l'être, comment on peut augmenter les droits de l'inculpé sans nuire à l'exercice de l'action publique. Toute la question est là.

Qu'il y ait une phase de l'instruction qui doive rester secret, nul ne le contestera ; mais faut-il que l'instruction soit secrète jusqu'au jour même où le dossier est fait, où les témoins ont été entendus, où les preuves sont produites, sans que l'inculpé ait eu le droit de se faire assister d'un conseil qui puisse entendre les témoins, examiner les preuves et présenter ses critiques ?

Mais d'autre part la présence de l'inculpé à l'audition des témoins n'est-elle pas de nature à rendre ceux-ci plus hésitants à se faire connaître ; ne fait-elle pas craindre que l'instruction n'aboutisse pas si l'inculpé connaît immédiatement toutes les charges qu'on relève contre lui ?

Puis l'assistance du défenseur ne doit-elle avoir pour conséquence la présence du ministère public ?

Et qui ne voit que de ce moment l'instruction dépendra de la défense plus ou moins habile.

C'est donc une question de mesure — comment et par quelles circonstances de fait ou de temps se limiteront ces deux périodes de l'instruction — on comprend les hésitations des auteurs.

Deux projets sont actuellement en présence : l'un dû à l'initiative parlementaire et concernant l'instruction criminelle contradictoire, déposé par M. Paul Janson; l'autre, présenté par le ministre de la justice et comprenant les titres II et III du livre premier du Code de procédure pénale.

Tous deux ils ont pour but d'accorder plus de garanties aux inculpés.

Le projet préliminaire présenté par M. Servais, conseiller à la Cour de cassation fait une distinction entre l'information et l'instruction proprement dite.

Dans ce projet si l'instruction peut devenir contradictoire, l'information restera secrète. Dès lors toute la question est de savoir ce qu'on entendra par information.

Le Journal des Tribunaux fait la critique de ce système. « Il repose tout entier, lisons-nous dans le numéro du 6 février 1913 : « Sur une extension de l'information. On sait qu'avant l'instruction, actuellement confiée au juge d'instruction, il existe une enquête préalable que le parquet exerce librement par ses officiers de police et qui porte le nom d'information.

» Dans le système actuel, le Parquet informe et d'une façon secrète rassemble des preuves judiciaires. Puis après lui, de manière tout aussi secrète, le juge d'instruction superpose une deuxième enquête à la précédente.

» Le projet Servais organise la contradiction dans l'instruction, mais il a une tendance à gonfler l'information, à lui passer tous les pouvoirs de l'instruction actuelle ».

Ceci est un grief très sérieux que font valoir les partisans de l'instruction contradictoire plus étendue.

Il ne peut entrer dans le cadre d'un rapport sur le budget d'entrer dans le détail des critiques et des arguments produits par les partisans des divers systèmes.

La section centrale ne peut que convier la Chambre à mettre les propositions à l'ordre du jour de ses travaux.

La réforme de la bienfaisance publique, les importantes questions qui ont rapport au régime des colonies de bienfaisance et à la sauvegarde des droits des aliénés ont fait l'objet des préoccupations des membres de la Chambre.

Au point de vue des colonies de bienfaisance, il paraît manifeste que certains juges ne tiennent pas compte des notions de la loi de 1891, quant au choix entre la maison de refuge et le dépôt de mendicité.

L'article 13 de la loi de 1891 permet aux juges de paix d'enfermer dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession.

La section centrale a maintes fois critiqué le droit souverain d'interprétation laissé aux juges de paix dans cette matière.

On peut affirmer, et l'expérience ne nous contredit pas, qu'un homme qui a passé deux ans dans un dépôt de mendicité est perdu pour la société, il ne lui reste aucune ou presque pas de chances d'amendement.

Certains juges ne se rendent pas compte de la nature des établissements visés par la loi de 1891.

La différence est pourtant essentielle. Le refuge n'est qu'un abri; l'homme qui

y entre n'est pas *coupable* de mendicité, de vagabondage, il est considéré comme un malheureux qui se trouve dans le besoin et sans travail.

L'internement dans un dépôt constitue une peine, l'interné est coupable d'avoir exploité la charité en se faisant une profession de la mendicité et du vagabondage.

Au refuge, on est mis à la disposition du gouvernement pour un temps indéterminé. Au dépôt, on est condamné à une peine d'internement.

Pour les primaires, la première mesure semblerait devoir être la règle. Il n'en est pas ainsi. Le nombre de ceux qui, même sans antécédents judiciaires, sont envoyés au dépôt est considérable.

Certes, on prétend avec raison que le droit de remettre en liberté est illimité, et que le gouvernement, éclairé par la direction, par les membres visiteurs du comité de patronage, use de ce droit; mais il est évident qu'avant de prendre des mesures de clémence, les renseignements obtenus demandent à être contrôlés et les lenteurs des mesures administratives ne demandent pas à être prouvées.

Répondant aux vœux exprimés dans les congrès des patronages, la section centrale pour 1908 avait préconisé l'institution d'une autorité intermédiaire qui statuerait définitivement sur le sort de ceux qui sont mis à la disposition du gouvernement. Ce système, n'a pas obtenu l'approbation du gouvernement, mais les arguments produits contre son introduction ne paraissent pas concluants et la question demande à être étudiée.

Quant au régime des aliénés, ce que l'on est convenu d'appeler les aventures de la baronne hollandaise a été rappelé dans les sections et a attiré l'attention sur les lacunes de nos lois sur la matière.

Arrestation arbitraire, collocation, mise au secret, puis, finalement, évasion, tous actes posés dans des conditions absolument déconcertantes, en dehors de toute règle bien établie.

A une question posée par la section centrale, examinant le budget de la justice pour 1904, « n'entre-t-il pas dans les intentions du gouvernement de proposer la revision de la loi sur les aliénés, plus particulièrement en ce qui concerne les garanties exigées pour la collocation? » le gouvernement répondit : « On a formulé deux griefs principaux contre notre législation sur le régime des aliénés. Il a été dit d'abord qu'il conviendrait d'établir de nouvelles garanties pour éviter les collocations arbitraires. Mais, en fait, on n'a guère signalé d'abus à cet égard. Et l'on ne doit pas oublier que, dans le régime actuel, la collocation est entourée de nombreuses garanties : garanties médicales à l'entrée dans l'établissement qui consistent dans un certificat requis pour l'administration et dans la mise en observation particulière du malade pendant les premiers jours de sa séquestration; garanties judiciaires et administratives remises aux mains du président du tribunal et du procureur du Roi, du gouverneur, de la députation permanente, du bourgmestre, des comités d'inspection et de surveillance, de l'inspecteur général et des inspecteurs adjoints; garanties générales enfin dans le droit qu'ont les internés de faire parvenir directement leurs réclamations au pouvoir central et dans la liberté que possède la presse de signaler les irrégularités commises.

» Il a été dit aussi qu'il serait utile de soumettre un plus grand nombre de malades à un mode de traitement analogue à celui qui est suivi dans le système de l'assistance familiale à Gheel et à Lierneux, mais il y a des distinctions très délicates à faire entre les divers malades, et c'est aux médecins choisis par ces malades ou par les personnes qui en ont la garde qu'il appartient de les faire. L'administration centrale empiéterait sur les droits des familles et des administrations locales, si elle s'arrogeait le pouvoir de décider, soit par elle-même, soit par ses médecins, le mode de traitement qui convient le mieux à chacune des personnes atteintes d'aliénation mentale. »

Au point de vue des garanties invoquées, il est manifeste que la réponse est d'un optimisme que bien peu partageront et, quant au système familial préconisé par tous ceux qui se sont occupés des maladies mentales, il est certain que, sans aller jusqu'à l'imposer, le gouvernement pourrait prendre des mesures qui en faciliteraient et encourageraient l'adoption plus fréquente..

*
* * *

Au chapitre de la bienfaisance, un membre s'est demandé quel inconvénient il y aurait à unifier les administrations des hospices et des bureaux de bienfaisance.

Il semblerait bien que les partisans des conseils séparés ne puissent invoquer que la tradition.

La différence, en effet, entre les devoirs et obligations de ces deux institutions ne paraît pas essentielle.

Certes on dit que la charge exclusive des hospices est, comme son nom l'indique, d'hospitaliser, les malheureux, alors que le bureau de bienfaisance ne fait qu'accorder des secours à domicile.

En droit, la distinction est précise, et même en fait on peut dire que : Les hospices seuls ont leur histoire inscrite au frontispice de toutes nos institutions charitables. Mais dans le cours des temps, les droits et les devoirs des deux institutions se sont confondus et toutes deux sont actuellement sous la dépendance de l'autorité communale.

C'est, en effet, l'autorité communale qui nomme les membres, qui contrôle le budget, c'est la caisse communale qui, le cas échéant, comble le déficit. C'est enfin le bureau de bienfaisance qui envoie ses clients à l'hospice, faisant ainsi, lui aussi, acte d'hospitalisation.

En réalité le caractère essentiel leur est commun. Tous deux exercent la bienfaisance.

A ce point de vue, les partisans de la refonte et de l'unification invoquent la meilleure administration des ressources, la meilleure distribution des secours.

Mais on ne peut pas faire table rase de traditions séculaires. Ce sont les traditions qui inspirent des habitudes, des procédés respectables ; ce sont elles qui président au choix des membres des commissions, ce sont des volontés nettement exprimés par de généreux donateurs.

Il faut d'autres aptitudes pour diriger, administrer, construire, améliorer des hospices.

Autre est la charge des bureaux de bienfaisance dont la mission est d'organiser les visites des secours à domicile.

Ce sont là deux missions bien distinctes qui seront bien rarement également bien remplies par les mêmes personnes.

D'ailleurs, la question très complexe de la réorganisation de la bienfaisance est à l'étude. La section centrale ne peut qu'attirer l'attention sur l'importance des questions à étudier et à résoudre.

Le Barreau tout entier a applaudi au geste du Ministre de la justice qui, en autorisant l'Ordre des avocats près la Cour d'appel de Bruxelles à accepter la donation faite le 16 janvier 1911 par quatre anciens bâtonniers, a mis un terme aux hésitations de l'administration. Il reconnaît ainsi la personnalité à l'Ordre des avocats et répond au vœu exprimé à l'unanimité à l'assemblée générale de la Fédération des avocats belges, le 2 décembre 1911.

« La Fédération des avocats belges est d'avis que l'Ordre des avocats, tel qu'il est établi par les cours et tribunaux, possède la personnification civile en vertu de la législation existante.

» Émet le vœu de voir en conséquence l'autorité administrative autoriser les donations et legs faits aux différents Barreaux.

Cette reconnaissance d'un droit à une corporation instituée, organisée et réglementée doit inciter les membres qui en font partie à veiller avec un soin jaloux sur les traditions de dignité et d'honneur qui en sont l'apanage.

La section centrale se fait l'écho des plaintes très justifiées contre les manœuvres de certaines personnes qui usent le titre d'avocat pour exploiter la confiance des justiciables.

Le *Journal des Tribunaux* donnait, dans son numéro du 20 avril dernier, une lettre émanant d'une agence de recouvrement, pour montrer comment certains aigrefins exploitent la naïve crédulité des gens et l'ignorance vraiment déconcertante des justiciables.

Le document est intéressant :

« Bruxelles, le 31 mars 1913.

Recouvrements de créances
litigieuses.

Accords transactionnels.

Assignations

devant les tribunaux.

Saisies-arrêts.

—

Montant du litige : 4 francs.

Dossier n°

Avocat.

*Dernier avertissement avant
les poursuites.*

MONSIEUR...

» Ayant reçu ordre de vous assigner, après renseignements préalables devant le tribunal, en paiement d'une somme de 4 francs dont vous êtes redevable à M... pour..., nous vous invitons, si vous voulez vous éviter les

frais d'assignation et des pertes de temps à comparaître, à payer la quittance de cet import pour solde de tout compte, qui vous sera présentée une fois *sans plus* ces jours.

» Nous avons sous la main le dossier relatif à cette affaire. Vous devez incontestablement respecter vos engagements et payer.

Nous attirons votre attention, *d'une façon tout à fait spéciale*, sur ces points :

1° Le paiement de cette redevance ou un arrangement à l'amiable, vous évitera des courses susceptibles d'humeurs tracassières, des pertes de temps à comparaître ou à vous faire remplacer et des frais dont le montant sera très élevé;

2° La S. C., en acceptant le recouvrement d'une créance, supporte tous les frais qu'il pourrait provoquer pour sauvegarder les intérêts de ses clients;

3° Un jugement est valable pour trente ans et ses conséquences immédiates que nous croyons utile de vous rappeler sont :

Pour les employés de l'Etat, communes, banques et commerce : saisie-arrêt sur leurs appointements, saisie de leurs mobiliers et vente judiciaire ;

Pour les fabricants, négociants, commerçants ou industriels : mêmes conséquences, plus déclaration en faillite.

Il va donc de vos intérêts de régler cette affaire ou de nous offrir, par retour du courrier, un arrangement à l'amiable, ce qui vous débarrassera d'inévitables ennuis.

A vous lire, par retour, recevez nos sincères civilités.

La S... C...

P. S. — Sauf avis contraire, une quittance du montant de la somme due vous sera présentée, *une fois sans plus*. Vous pouvez nous envoyer un mandat-poste jusqu'au lendemain de la présentation, *mais avant midi*.

Le Secrétaire,

.

Au point de vue de la dignité professionnelle de l'avocat on peut dire que, dans l'espèce, le titre d'avocat est resté dans l'ombre et reste le secret de l'opérateur.

Ce qu'un membre nous communique est plus suggestif encore, car la lettre qu'on nous communique émane d'un agent qui se donne le titre d'avocat, qui signe de son nom et laisse son adresse :

Le personnage pratique en province, voici dans quelles circonstances :

Il s'agissait d'une succession d'une cinquantaine de mille francs dont la liquidation ne pouvait présenter aucune difficulté. Par quels procédés le soi-disant avocat est-il parvenu à capter la confiance d'un des héritiers, comment est-il parvenu à lui faire croire que son aide était indispensable pour la reconnaissance de ses droits ? La victime ne le racontera pas. Toujours est-il que le conseil est venu, muni d'une procuration de son client, assister à l'adjudication définitive. A cela s'est bornée son intervention dans l'affaire et

c'est cela aussi qui doit expliquer la note qui, le 20 novembre 1912, est venue éclairer le trop prudent héritier :

M. doit à M ^{me}	
Produit de la vente publique	47,740.00
Créances hypothécaires	6,600.00
	54,340.00
Débours, frais de voyage, correspondance	212.40
Honoraires : 5 p. c. sur 54,340 francs.	2,717.00
	2,949.40

Tout commentaire est superflu.

Il est inutile d'insister sur l'urgente nécessité de prendre les mesures capables d'enrayer ou de supprimer ces abus. La proposition de loi réglementant le port du titre d'avocat, déposé par MM. Brunet, Harmignie et consorts, aura surtout pour effet de mettre les malheureux à même d'être fixés sur la qualité de ceux qui viennent leur offrir leurs services.

Le Budget a été adopté par tous les membres de la section.

Le Rapporteur,

ALP. VERSTEYLEN.

Le Président,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MEI 1913.

Begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1913 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERSTEYLEN.

MIJNE HEEREN,

De uitvoering der wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming, het vereischte krediet tot onderhoud en opvoeding der kinderen toevertrouwd door den Minister van Justitie of door de rechterlijke overheid aan personen, aan maatschappijen, aan openbare of private instellingen van liefdadigheid of van onderwijs, de noodige sommen voor de toepassing der wetten op de jaarwedden van de magistraten, de verhoogingen der aangevraagde kredieten voor de gestadige vermeerdering van de kaders en van het personeel in de verschillende instellingen afhangende van het Departement van Justitie, de nieuwe gebouwen, de vergrotingen der bestaande gebouwen verklaren en rechtvaardigen de voortdurende stijging van het begrootingscijfer, inzonderheid van dit voor 1913.

Deze toenemende verhoogingen zijn hoegenaamd niet ongewoon, wanneer men ze vergelijkt bij de voortdurende en gelijktijdige toeneming van 's Rijks geldmiddelen; het is anderzijds voldoende, den aangroei der uitgaven voor de Justitie te vergelijken bij de verhoging der overige begrotingen om overtuigd te wezen dat zij werkelijk slechts een gevolg zijn van de toenemende uitbreiding der sociale bedrijvigheid.

Het is van belang, de toeneming van de aangevraagde kredieten na te gaan gedurende een tamelijk ruim tijdsverloop en ze te vergelijken met die van 's lands bevolking.

In 1850 bedroeg de algehele uitgave, voor het bestuur der Justitie voorzien, 11,521,000 frank.

In 1890 bedroeg deze uitgave 17,213,000 frank; in 1900 klimt zij tot 25,015,585 frank en in 1910 tot 30,265,900 frank.

(1) Begrooting, n^o 4^{IV}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, was samengesteld uit de heeren Standaert, Versteylen, Ooms, Van Marcke, Rosseeuw, de Wouters d'Oplinter.

In 1912 bedroeg de uitgave 30,156,400 frank ; de vermeerdering bereikt dus 5 miljoen binnen een tijdsverloop van 12 jaar.

*
* *

Hier volgt de omstandige opgave van de voor 1913 aangevraagde verhoogingen :

1912	30,636,400 frank
1913	31,862,733 —

Alzoo hooger : 1,226,333

Gewone uitgaven : verhooging 1,155,000.

HOOFDSTUK I.

Ambtenaren en beampten.

ART. 2. Uitvoering der wet van 15 Mei
1912 op de kinderbescher-
ming fr. 50,000

ART. 8. Hoven van Beroep 3,000

— 10. Rechtbanken van 1^{sten} aanleg. . 50,000

Betrekkingen van
adjunct-referen-
darissen, van
adjunct-griffier.
Jaarwedden van de
kinderrechters.
Artikel 32 der wet
van 15 Mei 1912.

ART. 12. Vrederechters volgens de nieuwe
indeeling 191,000

— 22. *Moniteur*, personeel 25,000

— 23. Verzameling der wetten, *Moni-
teur*, Handelingen, Beknopt
Verslag, bijkomende werken. 10,000

— 28. Lagere geestelijkheid 50,000

— 30. Protestantse en anglikaansche
eeredienst 10,000

— 32. Israëlietische eeredienst 2,800

Weldadigheid :

ART. 38. Personeel 46,000

— 41. (nieuw). Onderhoud van kinde-
ren, wet van 1912 600,000

— 43. Gevangenen, onderhoud, klee-
ding, voedsel. 60,000

— 47. Personeel 29,000

— 48. Vergoeding voor woonst . . .	1,000
— 49. Drukwerk en kantoorbehoefden. . .	3,000
— 50. Patronaten	245,000
— 51. Meubelen en huishuur.	100,000
— 55. Pensioen voor geestelijken . . .	2,000
	Fr. 1,477,800

Uitzonderlijke uitgaven :

Art. 60. Bouwen van gevangenhuizen, Audenaarde, Charleroi	100,000
— 61. Vergrooting der scholen van wel-	
dadigheid	170,000

Fr. 270,000

— 62. O. L. Vrouwekerk, te Laken . .	400,000
— 63. Sint-Martinus, te Aarlen . . .	200,000
— 64. Sint-Pieter en Pauwel	20,000
— 65. Kerk van Boschvoorde	100,000

Fr. 720,000

— 66. Toevluchtshuis voor vrouwen, te Brugge	100,000
— 67. Krankzinnigengesticht van den Staat, Doornik, Bergen . . .	200,000
— 68. Koninklijk Gesticht, te Meessen .	10,000
— 69. Seminarie, Gent	63,333
— 70. Meisjesschool, Namen (Bouwen). .	150,000
— 71. Paleis van Justitie, te Antwerpen. .	250,000

Fr. 1,763,333

Vermindering op de gewone uitgaven :

Art. 6. Hof van Cassatie, personeel . .	2,000
— 27. Hoogere geestelijkheid. Katholieke eeredienst	800
— 39. 's Rijks weldadigheidsscholen, leerlingen ter beschikking gesteld van den Staat	250,000
Vermindering in artikel 41 (nieuw).	

In de Afdeelingen werden zeer korte aanmerkingen gemaakt.

1^{ste} afdeeling : Een lid dringt aan, opdat men het onderzoek op tegenspraak eindelijk tot stand brenge. Een ander lid vraagt dat men eene bijzondere proceduur voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek zou instellen. Een lid vraagt dat de indeeling van de vredegerechten te Antwerpen worde verbeterd. Een lid stelt voor, maatregelen te nemen om de

jaarwedde der magistraten te verhoogen. Een lid vraagt dat men Vlaamsche Kamers in het Hof van Beroep zou tot stand brengen; hij wijst op de bezwaren die voortspruiten uit het feit, dat men in beroep volgens vertaalde stukken uitspraak moet doen over zaken welke in eersten aanleg werden gepleit en gewezen in de Vlaamsche taal. (12 stemmen tegen 3 en 1 onthouding.)

2^{de} afdeeling : Een lid vraagt dat maatregelen worden genomen om het spionneeren door vreemdelingen te beteugelen. (13 stemmen tegen 4 onthoudingen.)

3^e afdeeling : Een lid vraagt dat maatregelen worden genomen tegen het optreden van zaakwaarnemers op notarieel gebied. Een lid dringt aan, opdat maatregelen worden getroffen tegen hen die zich het ambt en den titel van advocaat onrechtmatig toeëigenen. Een lid stelt voor, maatregelen te treffen om de jaarwedde te verhoogen van het lager personeel der rechtbanken, alsmede van de toezichters en bedienden der scholen van weldadigheid. (13 stemmen tegen 7 en 1 onthouding.)

4^e afdeeling : Een lid vraagt hoever het staat met het ontwerp van herinrichting der openbare weldadigheid; hij wijst er op, dat de gemeenten vaak overdreven uitgaven moeten doen, doordien zij, die in de inrichtingen zijn opgenomen, over het algemeen worden geboekt als « lijdende aan lichaamsgebreken » veeleer dan als « invaliden »; hij is van oordeel, dat men aan de gemeenten zekere rechten van contrôle zou moeten toekennen. Een lid vraagt dat de Regeering het onderzoek en de besprekingen bespoedige van het ontwerp van wet tot wijziging van het krankzinnigenwezen. (12 tegen 6 en 4 onthoudingen.)

5^e afdeeling : Een lid verlangt dat op de begrooting worden uitgetrokken de noodige kredieten voor de beloofde verhooging van de wedden der magistratuur. (14 stemmen tegen 6 en 6 onthoudingen.)

6^e afdeeling : Een lid vraagt dat de wedde van de leden der rechtbanken 3^e klasse worde gelijkgesteld met die van de leden der rechtbanken 2^e klasse. Daarop antwoordt een lid dat de statistieken dit voorstel niet kunnen rechtvaardigen. Een lid beweert dat men den toestand der magistraten zou kunnen verbeteren door het getal rechters en raadsheeren, waaruit de rechtbank is samengesteld, te verminderen. Een lid zegt dat het voordeelig zijn zou, aan de behoeftigen de vrije keuze van den geneesheer toe te kennen en het uitbuiten van de geneesheeren der armbesturen door de niet-behoeftigen te voorkomen. Een lid antwoordt daarop dat de weldadigheid door de gemeenten wordt geregeld. (16 stemmen tegen 5.)

Een lid meent te mogen beweren dat de rechtbanken de sociale wetten niet met de vereischte strengheid toepassen.

De begrooting werd goedgekeurd :

In de 1 ^{ste} afdeeling met 12 stemmen tegen 3 en 1 onthouding.				
— 2 ^e	—	15	—	en 1 onthouding.
— 3 ^e	—	15	—	tegen 7 en 1 onthouding.
— 4 ^e	—	12	—	tegen 6 en 4 onthoudingen.
— 5 ^e	—	14	—	tegen 6 en 6 onthoudingen.
— 6 ^e	—	16	—	tegen 5.
Te zamen : 84 stemmen tegen 27 en 13 onthoudingen.				

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

Eene bijzondere commissie belast zijnde met het onderzoek van de wetsontwerpen tot verbetering van den toestand der magistraten en tot wijziging van de samenstelling der kamers in de Hoven van Beroep, zoo kan de Middenafdeeling niets anders dan zich aansluiten bij al de maatregelen welke geschikt zijn om het afhandelen van de zaken te bespoedigen. Tevens drukt zij den wensch uit, dat deze ontwerpen zouden behandeld worden te gelijker tijd als de Begrooting van Justitie.

Politie. — De reeks maatregelen, uitgaande van de Kamer en van den Minister van Justitie en geschikt om de gemeenschap beter te wapenen en te verdedigen tegen het geweldig en schaamteloos optreden van sommige klassen van misdadigers, werden zeer gunstig onthaald, omdat het volk zich verzet tegen eene ongepaste en overdreven menschlievendheid.

De wet tot intrekking van de vermindering der cellulaire straffen, de wet op de kinderbescherming, de omzendbrief tot erkenning en regeling van het recht van wettige verdediging der ambtenaren van de openbare macht werden algemeen goedgekeurd.

Men moet inderdaad erkennen dat de gemeenschap niet doelmatig genoeg wordt beschermd of liever dat hare wijzen van verdediging, verre van gelijk te staan met de wijzen van aanval, niet in verhouding tot deze wijzen zijn.

Men vraagt dat de strafwetten beter, vooral strenger tegen het steeds toenemend getal recidivisten toegepast worden ; men houdt niet op, met een onvermoeide kracht eene betere gerechtelijke en landelijke politie te vragen.

Het ontwerp van wet tot instelling van het ambt van commissarissen, adjunct-commissarissen en agenten van de rechterlijke politie, het ontwerp op de herinrichting van de landelijke politie beantwoorden aan de wenschen, telken jare uitgebracht door de Middenafdeeling die de Begrooting van Justitie onderzocht.

De Middenafdeeling hoopt dat die wetsontwerpen ten spoedigste in behandeling zullen komen. Herhaaldelijk was hare aandacht gevestigd op de vaak aangeklaagde ontoereikendheid van de landelijke politie, op het gebrek aan veiligheid, dat zich uit dien hoofde voordoet in onderscheidene streken des lands, op de roovingen die er op volgen.

Op 12 November 1912 diende de Minister van Landbouw en Openbare

Werken het wetsontwerp in, dat reeds aanhangig was bij de vorige Wetgevende Kamers. Denzelfden dag werd door den Minister van Justitie ter tafel gelegd het ontwerp tot instelling van het ambt. van commissaris, adjunct-commissaris en agent van de rechterlijke politie. Dit laatste ontwerp dagteekent eigenlijk van 18 November 1896. Het verviel ten gevolge van de ontbinding der Kamers in 1900. In 1907 werd het overgenomen door den heer Maenhaut; de Commissie keurde het eenparig goed en op 27 Juli 1908 bracht de heer de Broqueville er verslag over uit. Door de jongste ontbinding verviel het andermaal. In al de verslagen van de Middenafdeeling wordt sedert jaren gevraagd dat de Kamer zich met dit vraagstuk zou bezighouden. Elk jaar vragen talrijke leden om eene spoedige oplossing en stellen zij eene reeks maatregelen voor tot vermeerdering en verbetering van de middelen tot opspooring, vervolging en beteugeling der wanbedrijven.

Al deze wenschen bleven ijdel, alle pogingen waren vergeefsche; ontwerpen en verslagen hoopen zich op; de Kamer kan niet eens den noodigen tijd vinden om zulke gewichtige vraagstukken op te lossen, ofschoon talrijke verslagen en zeer belangwekkende beraadslagingen onder al de bevoegde mannen de zaak heel gemakkelijk schijnen te maken.

Derhalve volgt de Middenafdeeling doodeenvoudig het gevestigd gebruik, waaneer zij vraagt dat bedoelde ontwerpen in behandeling en stemming worden gebracht.

* * *

Het ontwerp van wet op de kinderbescherming, den 16ⁿ November 1904 ingediend, is de wet van 13 Mei 1912 geworden.

Het is thans de tijd van hare uitvoering, liever gezegd, het is haar proeftijd. De toekomst zal uitwijzen of de bezwaren omtrent bijzondere punten, de verkeerde tekst van sommige bepalingen de herziening daarvan zullen noodig maken.

Zooals zij luidt, beantwoordt zij aan eene noodzakelijkheid waarop meermaals werd gewezen; ook zal zij menigen dienst bewijzen.

De Middenafdeeling geeft hier enkel den indruk weer van hen, die de werking van de wet bestudeerden.

Ontegenzeggelijk zullen de goede uitslagen van die wet grootendeels, zooniet volkomen, afhangen van de wijze waarop recht zal worden gewezen, van het doorzicht en de bedrevenheid van den kinderrechter, wellicht ook van de uiterlijke omstandigheden en van de wijze waarop het onderzoek plaats heeft en het vonnis wordt uitgesproken.

Zij, die de zittingen van onderscheiden rechtbanken volgden, zullen gekomen zijn tot de overtuiging dat de openbaarheid van de zittingen in sommige gevallen een ongunstigen invloed kan en moet hebben op de verbetering van de kinderen die voor den rechter moeten verschijnen.

Niemand zal betwisten, dat de zittingen in den regel openbaar behoeven te zijn, dat dit noodig is. Doch men gevoelt zich pijnlijk aangedaan, wanneer men ziet dat, door deze openbaarheid, jonge deugnieten een onbetwistbaren

invloed op jongere makkers uitoefenen. Zij, die zich in de gehoorzaal bevinden, luisteren met belangstelling naar de gegeven antwoorden; men bewondert de gevatheid, ja zelfs de onbeschaamdheid en de bedreigende grootspraak, terwijl de schuchteren, de angstvalligen, zij, op wie de werking der wet een blijvenden invloed moest uitoefenen, medelijden opwekken en blootstaan aan spotternij en scherts vanwege het publiek dat de zitting bijwoont.

Gansch anders is de indruk, nagelaten door eene terechtzitting, waarvan de openbaarheid is beperkt om een wezenlijk bezwaar te vermijden.

De beklaagden verschijnen voor den rechter in een afzonderlijk, open lokaal, doch in gemeenschap zijnde met de gehoorzaal; ouders en kinderen ontvangen, in het bijzijn van den Procureur des Konings en van de getuigen, de wijze berispingen vanwege den magistraat, zonder bloot te staan aan den invloed of de vreesaanjaging veroorzaakt door de aanwezigheid van de menigte nieuwsgierigen en lediggangers, voor wie de gehoorzaal niets anders is dan een soort van schouwtooneel, eene menigte die niet in staat is de verzedelikkende werking van den magistraat te begrijpen.

Dit zijn voorwaar punten van ondergeschikten aard, maar toch denkt de Middenafdeeling den achtbaren Minister te mogen verzoeken, zijne bijzondere aandacht te vestigen op de maatregelen welke op dat gebied behoeven te worden genomen.

Sedert jaren vraagt men dat het Wetboek van Strafvordering zou worden herzien. Ten gevolge van geruchtmakende rechtszaken werd, in de jongste jaren, de aandacht inzonderheid gevestigd op zekere bepalingen die dienen grondig gewijzigd te worden. Sommige leden, deze klachten tot de hunne makend, vragen met aandrang dat men eindelijk wijzigingen brenge in de regeling van het voorloopig onderzoek, zooals het thans is geregeld door ons Wetboek van Strafvordering.

Het voornaamste bezwaar dat men daartegen aanvoert, is dat de bepalingen slechts strekken om de rechten en de macht van den Staat te vrijwaren, in zooverre dat daardoor de rechten van den burger of van den beklaagde over het hoofd worden gezien, en wel voornamelijk in de artikelen die het voorloopig onderzoek regelen.

In hunne verhandeling, in 1871 verschenen, wijzen de heeren Prins en Pergameni op het beginsel en hekelen de toepassing, welke de wet daarvan voorschrijft. Opdat er goed recht worde gewezen, zeggen zij, moeten beide belangen gevrijwaard zijn. Het strafrechterlijk onderzoek moet strekken om de rechten van de beschuldiging en die van de verdediging te omschrijven.

De rechten van de verdediging zouden volgens hen verwaarloosd worden:

« Binnen den tempel huldigde de wetgever gansch het overheerlijk vertoon van de wijze van beschuldiging: vrijheid, openbaarheid, tegenspraak; terwijl de trappen, die naar den tempel leiden, in duisternis zijn gehuld en er alles gedompeld is in het geheim en de willekeur van de inquisitoriale rechtspleging; door dit stelsel wordt het onderzoek eene jacht op den beklaagde: hij wordt bedektelijk vervolgd en nagejaagd door een

rechter van instructie, ten einde hem in 't nauw te brengen, hem te overladden met een hoop bewijzen welke hij niet kon kennen noch bestrijden. »

Dit was wellicht niet volstrekt waar in 1871, het is in elk geval overdreven in den tegenwoordigen toestand. Het stelsel werd merkkelijk verbeterd, namelijk door de wet van 20 April 1874 op het voorarrest. Sommige bezwaren zijn niettemin gegrond.

Over de beginselen kan men het gemakkelijk eens worden.

Om de openbare rechtsvervolging nuttig te kunnen instellen, moet de overtreding vastgesteld, de schuldige gevonden, de strafbaarheid bewezen en erkend worden. De rechterlijke politie heeft tot opdracht, de misdrijven en de schuldigen op te sporen. 't Is voornamelijk de rechter van instructie die gelast is, de schuld van den betichte te bewijzen. Alleen dan wanneer deze uitslagen zijn verworven, treedt de openbare beschuldiger op.

Zoo de eisch van den Procureur des Konings, beschuldiger ter zitting, openbaar is, vraagt men zich af in hoever het onderzoek openbaar kan wezen, hoe men de rechten van den beklaagde kan vermeerderen zonder de uitoefening van de openbare rechtsvervolging te schaden. Dat is de vraag.

Niemand zal betwisten dat een deel van het onderzoek geheim moet blijven ; doch behoort het onderzoek geheim te blijven tot den dag zelfen waarop het dossier is opgemaakt, de getuigen gehoord, de bewijzen geleverd zijn, zonder dat de betichte het recht had zich te doen bijstaan door een raadsman die de getuigen in verhoor kan nemen, de bewijzen onderzoeken en zijne opmerkingen maken ?

Is anderdeels de aanwezigheid van den beklaagde bij het getuigenverhoor niet geschikt om dezen meer te doen aarzelen zich bekend te maken ? Geeft zij niet te vreezen dat het onderzoek tot geen uitslag zal leiden, zoo de beklaagde onmiddellijk al de tegen hem ingebrachte lasten kent ?

Moet daarenboven de aanwezigheid van den verdediger niet voor gevolg hebben dat ook het openbaar ministerie aanwezig zij ?

Wie beseft niet dat, van dan af, het onderzoek zal afhangen van de minder of meerdere bedrevenheid van de verdediging ?

Hier geldt het dus eene quaestie van mate, namelijk hoe en door welke omstandigheden deze beide tijdvakken van het onderzoek beperkt zullen worden. Ook begrijpt men de aarzelingen van de rechtsgeleerden.

Thans zijn er twee ontwerpen ingediend : het eene, betreffende het strafrechtelijk onderzoek op tegenspraak, gaat uit van den heer Paul Janson ; het tweede is overgelegd door den Minister van Justitie en omvat de titels II en III, eerste boek, van het Wetboek van Strafvordering.

Beide strekken om de beklaagden meer waarborgen te verschaffen.

In het voorloopig ontwerp van den heer Servais, raadshere in het Hof van Cassatie, wordt een onderscheid gemaakt tusschen het vooronderzoek en het eigenlijk onderzoek.

Volgens dit ontwerp blijft het vooronderzoek geheim, terwijl het onderzoek plaats heeft op tegenspraak. Derhalve dient men te weten wat wordt verstaan door vooronderzoek.

Het *Journal des Tribunaux* bestrijdt dit stelsel als volgt in zijn nummer van 6 Februari 1913 :

« Het berust geheel en gansch op eene uitbreiding van het vooronderzoek. Men weet, dat er vóór het onderzoek, thans opgedragen aan den rechter van instructie, een voorafgaande onderzoek bestaat, waartoe het parket vrijelijk overgaat door middel van zijne politieambtenaren en dat geldt als vooronderzoek.

» Volgens het bestaande stelsel, wint het parket inlichtingen in en verzamelt in 't geheim gerechtelijke bewijzen. Na hem, en even zoo geheim, stelt de rechter van instructie een tweede onderzoek naast het voorgaande in.

» Krachtens het ontwerp Servais heeft het onderzoek plaats op tegenpraak, doch het strekt tot uitbreiding van het vooronderzoek, waaraan het de gansche macht van het huidige onderzoek overlaat. »

Dat is een zeer ernstig bezwaar dat de voorstanders van volstrekt contradictoir onderzoek doen gelden.

Het valt buiten het bereik van een verslag over de Begrooting, al de bezwaren en al de bewijsredenen van de voorstanders der verschillende stelsels omstandig uiteen te zetten.

De Middenafdeeling kan enkel de Kamer verzoeken, de ontwerpen op hare dagorde te brengen.

De leden der Kamers hebben hunne aandacht gevestigd op de hervorming van de openbare weldadigheid, op de gewichtige vraagstukken betreffende de weldadigheidskoloniën en op het vrijwaren van de rechten der krankzinnigen.

In zake van weldadigheidskoloniën schijnt het onbetwistbaar, dat sommige rechters de begrippen der wet van 1891 niet genoeg in acht nemen, wat aangaat de keus tusschen het toevluchtshuis en het bedelaarsgesticht.

Naar luid van artikel 13 der wet van 1891 mogen de vrederechters valide personen die, in stede van te werken voor hun bestaan, als bedelaars van beroep de openbare liefdadigheid aanspreken, in een bedelaarsgesticht voor ten minste twee, ten hoogste zeven jaren doen opsluiten.

Herhaaldelijk heeft de Middenafdeeling het volstreekte recht van uitlegging afgekeurd, dat den vrederechters in deze wordt toegekend.

Het mag worden gezegd, zonder dat de ervaring ons tegenspreekt, dat iemand, die twee jaren doorbracht in een bedelaarsgesticht, verloren is voor de samenleving; geene of weinig kans op beterschap blijft hem nog over.

Sommige rechters letten niet genoeg op den aard van de gestichten, bedoeld bij de wet van 1891.

Nochtans bestaat er een hoofdzakelijk verschil. Een toevluchtshuis is niets anders dan eene schuilplaats; hij, die daar intreedt, is niet *schuldig* aan bedelarij of landlooperij, men beschouwt hem als een rampzalige, die behoeftig en werkloos is.

Opsluiting in een bedelaarsgesticht is eene straf, de opgeslotene maakte zich hieraan schuldig, dat hij teerte op de liefdadigheid door zich een beroep te maken van bedelarij en landlooperij.

In het toevluchtshuis is men voor een bepaalden tijd ter beschikking van de Regeering gesteld. In het bedelaarsgesticht is men veroordeeld tot eene opsluitingsstraf.

Voor een eerste vergriep zou het toevluchtshuis de regel moeten zijn, doch zoo is het niet gesteld. Een aanzienlijk getal van hen, die nog geen straf ondergingen, wordt naar het bedelaarsgesticht verwezen.

Weliswaar wordt niet ten onrechte beweerd dat het recht tot vrijlating onbeperkt is en dat de Regeering, ingelicht door den bestuurder, door de bezoekende leden van het beschermingscomiteit, gebruik maakt van dit recht; doch stellig is het, dat de verkregen inlichtingen dienen onderzocht te worden, voordat een maatregel van goedertierenheid wordt genomen, en het dient niet te worden bewezen hoe traag het Bestuur te werk gaat.

De Middenafdeeling in 1908, gevolg gevende aan de wenschen uitgebracht op de congressen der patronaten, prees de instelling aan van eene tusschengeplaatste macht, welke voorgoed zou uitspraak doen over het lot van hen die ter beschikking van de Regeering worden gesteld. Dit stelsel werd niet aangenomen door de Regeering. Evenwel schijnen de redenen, tegen soortgelijke instelling aangevoerd, niet afdoende te zijn, en de zaak dient te worden onderzocht.

Wat betreft het krankzinnigenwezen, is het avontuur van de Hollandsche barones ter sprake gekomen in de afdeelingen en dit heeft de aandacht gevestigd op de leemten in onze wetten op dat gebied.

Willekeurige aanhouding, opsluiting in 't geheim, ten slotte ontsnapping, dit alles onder volstrekt verbijsterende omstandigheden, buiten allen gevestigden regel.

Op eene vraag gesteld door de Middenafdeeling die de Begrooting van Justitie voor 1904 onderzocht, antwoordde de Regeering :

« Twee hoofdzakelijke grieven worden aangevoerd tegen onze wetten betreffende de behandeling van krankzinnigen.

« Vooreerst werd gezegd dat er nieuwe waarborgen dienen gegeven te worden om willekeurige opsluiting te vermijden.

« Doch werkelijk werden in dat opzicht geene misbruiken aangeklaagd. Ook mag niet worden vergeten dat, naar het bestaande stelsel, de opsluiting gepaard gaat met talrijke waarborgen : waarborgen van geneeskundigen aard, zijnde een getuigschrift, vereischt voor het toelaten en het bijzonderlijk bewaken van den kranke, tijdens de eerste dagen zijner opsluiting; waarborgen van gerechtelijken en van administratieven aard, overhandigd aan den voorzitter der rechtbank en aan den Procureur des Konings, den gouverneur, de bestendige deputatie, den burgemeester, de comiteiten van toezicht en bewaking, den algemeenen opziener en de toegevoegde opzieners; ten slotte, algemeene waarborgen, in het recht voor de opgesloten en om hunne klachten rechtstreeks te doen worden aan het hoofdbestuur, en in de vrijheid voor de drukpers om te wijzen op gepleegde onregelmatigheden.

» Er is ook gezegd dat het raadzaam ware inder kranken te behandelen zooals wordt gedaan met het stelsel van gezinsverpleging, te Gheel en te

Liernaux. Doch, er is een onderscheid van zeer kieschen aard te maken tusschen de verschillende kranken, en dat komt toe aan de geneesheeren, verkozen door deze kranken of de hen bewakende personen. Het hoofdbestuur zou inbreuk maken op de rechten der familiën, moest het zich de macht toekennen om op zich zelf of door toedoen zijner geneesheeren te beslissen over de beste wijze van behandeling voor iederen krankzinnigen persoon.»

Ten aanzien van de ingeroepen waarborgen getuigt het antwoord voorwaar van een zoodanig optimisme, dat weinigen daarin zullen deelen, en, wat betreft de gezinsverpleging, aangeprezen door al wie zich heeft ingelaten met verstandsziekten, is het zeker dat de Regëering, zonder het op te dringen, toch maatregelen zou kunnen nemen om het te vergemakkelijken en te bevorderen.

* * *

Bij het hoofdstuk betreffende de weldadigheid, werd door een lid gevraagd welk bezwaar het samensmelten van de besturen der godshuizen en der weldadigheidsbureelen zou opleveren.

De voorstanders van die afzonderlijk werkende besturen kunnen wellicht enkel op de traditie steunen.

Het komt inderdaad voor, dat er geen hoofdzakelijk verschil bestaat tusschen de plichten en de verplichtingen van beide instellingen.

Men zegt dat de godshuizen uitsluitend zijn belast met het opnemen van ongelukkige lieden in zekere gestichten, terwijl het weldadigheidsbureau enkel onderstand verleent aan huis.

In rechte is het onderscheid goed aangeteekend en feitelijk mag men zelfs zeggen dat alleen de godshuizen voorkomen in de geschiedenis van al onze liefdadige inrichtingen. Doch, in den loop des tijds vermengden zich de rechten en de plichten van beide instellingen en thans hangen beide af van de gemeenteverheid.

Het is inderdaad de gemeenteverheid die de leden benoemt en de begroting goedkeurt; bij voorkomend geval wordt het tekort aangevuld door de kas der gemeente. Daarenboven zendt het weldadigheidsbureau zijne bedeelden naar het godshuis; zóó handelt het ook als een godshuis.

Werkelijk hebben zij hetzelfde doel: beide ondersteunen de arme lieden.

In dit opzicht beweren de voorstanders van de herinrichting en van de eenmaking, dat daardoor de geldmiddelen beter beheerd en de onderstand beter verleend zouden worden.

Men kan echter eeuwenoude traditiën niet over het hoofd zien. Op de traditiën steunen eerbiedwaardige gebruiken en handelingen; daardoor wordt de keuze van de leden der besturen geregeld; het geldt de duidelijk uitgedrukte wilsbeschikkingen van milddadige weldoeners.

Het besturen, beheeren, bouwen en verbeteren van godshuizen eischt een bijzondere geschiktheid.

Aan de weldadigheidsbureelen is een gansch andere last opgedragen; ze hebben voor zending, het bezoek en den onderstand der arme lieden aan huis te regelen.

Dat zijn twee, goed onderscheiden zendingen, welke zeer zelden door dezelfde personen even goed zullen waargenomen worden.

Overigens, het zeer ingewikkeld vraagstuk van de herinrichting der weldadigheid wordt thans onderzocht. De Middenafdeeling kan enkel de aandacht vestigen op de zwaarwichtigheid van te de onderzoeken en op te lossen vraagstukken.

* * *

Gansch de Balie juichte den Minister van Justitie toe, toen hij de Advocatenorde bij het Hof van Beroep te Brussel machtigde tot aanvaarding van de schenking, op 16 Januari 1911 gedaan door vier gewezen stadhouders, en een einde maakte aan de aarzelingen van het Bestuur. Hij erkent aldus de rechtspersoonlijkheid van de Advocatenorde en beaamt den wensch, op 2 December 1911 eenstemmig geuit door de algemeene vergadering van den Bond der Belgische advocaten :

« De Bond is van meening dat de Advocatenorde, zooals zij is ingericht bij de hoven en rechtbanken, de rechtspersoonlijkheid bezit krachtens de bestaande wetten, en drukt den wensch uit dat bijgevolg het Bestuur de schenkingen en legaten aan de verschillende Baliën zou veroorloven. »

Deze erkenning van een recht aan eene wettelijk ingestelde, ingerichte en geregelde gilde moet de leden, die er deel van uitmaken, aanzetten met de meeste zorg te waken over de overleveringen van waardigheid en eer-gevoel die haar eigen zijn.

De Middenafdeeling maakt zich de tolk van de zeer gegronde klachten tegen de praktijken van zekere personen, die zich den titel van advocaat wederrechtelijk toeëigenen om het vertrouwen van hen, die een geding te voeren hebben, uit te buiten.

In het *Journal des Tribunaux* werd, op 20 April jongstleden, een brief uitgaande van een kantoor voor inningen van schulden opgenomen om aan te toonen hoe zekere oplichters de onnoozele lichtgeloovigheid en de waarlijk ontzettende onwetendheid uitbuiten van de personen die een geding te voeren hebben.

Dit stuk is niet zonder belang :

Gerechtelijke inning van
schulden.
Overeenkomsten in der minne.
Dagvaarding
voor de rechtbanken.
Beslag in handen van derden.

« Brussel, 31 Maart 1913.

Bedrag van het geding : 4 frank.
Dossier n°
Advocaat :

» *Laatste waarschuwing*
voor de vervolgingen.

» MIJNHEER,

» Daar wij bevel hebben ontvangen u, na genomen inlichtingen, voor de rechtbank te dagvaarden tot betaling der som van 4 frank die gij verschuldigd zijt aan den heer..., wegens..., zoo verzoeken wij u, indien gij de kosten eener dagvaarding en tijdverlies wilt vermijden, voor slot van alle

rekening het kwijtschrift van gemeld bedrag te voldoen, dat u een dezer dagen zal worden aangeboden éénmaal *zonder meer*.

» Wij hebben het dossier dezer zaak in handen. Gij zijt ontegensprekelijk verplicht, uwe verbintenissen tot betaling na te leven.

» *Op zeer bijzondere wijze* vestigen wij uwe aandacht op de volgende punten :

» 1^o Door de betaling dezer schuld of door eene minnelijke schikking zult gij u veel lastig geloop sparen, alsook tijdverlies om te verschijnen of u te laten vertegenwoordigen, en kosten waarvan het bedrag zeer hoog zal zijn ;

» 2^o De S. C., die zich met de inning van uwe schuld belastte, draagt al de kosten welke deze inning zal veroorzaken ter vrijwaring van de belangen van hare cliënten ;

» 3^o Een vonnis is geldig gedurende dertig jaar en zijne onmiddellijke gevolgen, die wij het noodig achten in herinnering te brengen, zijn de volgende :

» Voor de beambten van Staat, gemeenten, banken en handelshuizen : beslag op hunne wedde, beslag op hun huisraad en gerechtelijke veiling.

» Voor de fabrikanten, kooplieden en nijveraars : zelfde gevolgen, daarenboven faillietverklaring.

» Het is dus uw belang, deze zaak te regelen of ons per keerende post eene minnelijke schikking voor te stellen, wat u veel onvermijdelijken kommer zal sparen.

» Uw antwoord per keerende post wachtend, groeten wij u beleefd.

» De S. C. »

P. S. — Behoudens strijdig bericht zal een kwijtschrift van het bedrag der verschuldigde som u worden voorgelegd éénmaal *zonder meer*. Gij kunt ons een postwissel sturen daags na de voorlegging, doch *vóór den middag*.

De Secretaris,

.

Met het oog op de waardigheid van den advocaat mag men zeggen dat, in deze, de titel van advocaat in de schaduw bleef en het geheim blijft van den steller van den brief.

Een lid deelt ons een feit mee, dat nog meer doet nadenken, want de brief, welken men ons voorlegt, gaat uit van een zaakwaarnemer die zich den titel van advocaat toeëigent, die met zijn naam onderteekent en zijn adres bekendmaakt.

Dit personage praktiseert in eene provinciestad, en ziehier in welke omstandigheden :

Het gold eene nalatenschap van een vijftigduizend frank, waarvan de vereffening niet de minste moeilijkheid kon opleveren. Hoe deze zoogenaamde advocaat er in slaagde het vertrouwen van een der erfgenamen te winnen, hoe hij er toe kwam dezen te doen gelooven dat zijne hulp onmisbaar was voor de erkenning van zijne rechten, zal het slachtoffer niet vertellen. Zeker is het dat de raadsman, voorzien van eene volmacht van zijn cliënt, de veiling kwam bijwonen. Verder ging zijne bemoeiing in de zaak niet, en dit

moet ook de rekening verklaren, welke op 20 November 1912 den al te voorzichtigen erfgenaam kwam wijzer maken :

De heer... debet aan M^{me}...

Opbrengst van de veiling	Fr.	47,740.00
Hypothécaire inschulden		6,600.00
	Fr.	<u>54,340.00</u>
Voorschotten, reiskosten, briefwisseling.	Fr.	212.40
Honorarium: 5 t. h. op 54,340 frank. . . .		<u>2,717.00</u>
	Frs.	2,929.40

Elk commentaar is hier overbodig.

Het is onnoodig verder aan te dringen op de noodzakelijkheid, maatregelen te nemen, geschikt om deze misbruiken te keer te gaan of uit te roeien. Het wetsvoorstel, waarbij het voeren van den titel van advocaat wordt geregeld en dat werd ingediend door de heeren Brunet, Harmignie en medeondertekenaars, zal vooral voor gevolg hebben, de ongelukkigen op de hoogte te brengen van de hoedanigheid van hen die hun hunne diensten komen aanbieden.

De begrooting werd door al de leden der Afdeeling goedgekeurd.

De Verslaggever,

ALP. VERSTEYLEN.

De Voorzitter,

NERINCX.

